



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service nature agriculture forêt
Unité nature

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES**

Perpignan, le **20 AVR. 2023**

**Compte-rendu de la réunion du jeudi 30 mars 2023 sous la présidence de Yohann
MARCON, secrétaire général de la préfecture**

L'an deux mille vingt-trois, le trente mars, la commission départementale de la nature des paysages et des sites dans ses formations spécialisées « de la publicité et « des sites et des paysages » s'est réunie en préfecture.

Participaient à cette réunion :

Dans sa formation spécialisée « de la publicité » :

1^{er} collège

M. Frédéric ORTIZ, direction départementale des territoires et de la mer ;
M. Bertrand FLORIN, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;
M. Jean-Marc HUERTAS, unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;

2^{ème} collège

Mme Martine ROLLAND, conseillère départementale ;
M. Georges ARMENGOL, président de la communauté de communes Pyrénées-Cerdagne, maire de Saillagouse ;
M. Laurent FABRE, adjoint au maire d'Argelès-sur-Mer ;

3^{ème} collège :

Mme Danie PERRENOT, Paysages de France ;
M. Mathieu MAURY, chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales ;
M. Laurent BAUBY, syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ;

4^{ème} collège

M. Patrick TREGOU, société JCDecaux ;

Avait donné pouvoir :

M. Stéphane GAFFORI, Clear Channel à M. Patrick TREGOU, société JCDecaux ;

Dans sa formation spécialisée « des sites et des paysages »:

1^{er} collège

M. Frédéric ORTIZ, direction départementale des territoires et de la mer ;

M. Bertrand FLORIN, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

M. Jean-Marc HUERTAS, unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;

2^{ème} collège

Mme Martine ROLLAND, conseillère départementale ;

M. Georges ARMENGOL, président de la communauté de communes Pyrénées-Cerdagne, maire de Saillagouse ;

3^{ème} collège :

M. Claude GUISET, association Charles Flahault ;

M. Mathieu MAURY, chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales ;

M. Laurent BAUBY, syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ;

4^{ème} collège

M. Bertrand RAMOND, architecte ;

Mme Guillemette FABRE, vieilles maisons françaises ;

Mme Irène-Laure VION, paysagiste.

Le secrétariat était assuré par Mme Magali VIDAL, de la direction départementale des territoires et de la mer.

M. le président de séance remercie les membres de la CDNPS pour leur participation à la réunion de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Le quorum étant atteint, la commission départementale de la nature des paysages et des sites procède à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance.

Le compte rendu de séance du 17 janvier 2023 dans sa formation spécialisée « des sites et des paysages » est approuvé à l'unanimité par les membres de la commission.

Formation spécialisée « de la publicité » :

1 – Projet arrêté de Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune d'Argelès-sur-Mer

Demandeur : Commune d'Argelès-sur-Mer représenté par M. Laurent FABRE pour M. Antoine PARRA, maire

Rapporteur : Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer

Résultat du vote: avis favorable à la majorité (1 avis défavorable/1 abstention/9 avis favorables) sous les réserves suivantes :

1 avis défavorable

1 abstention

9 avis favorables

- le règlement sera complété par des cartographies relatives à la zone agglomérée concernée par les secteurs relevant des articles L. 581-4 et L.581-8 du code de l'environnement et d'examiner la faisabilité de l'exclusion du site classé du Racou de la zone agglomérée ;
- le tableau récapitulatif en fin de règlement sera complété par un comparatif des dispositions similaires relevant du RLP de 2009 et du RNP pour identifier les points sur lesquels le règlement du présent projet de RLP est plus restrictif.

Formation spécialisée « des sites et des paysages » :

2 – Demande d'autorisation spéciale de travaux en site classé (AST) pour le remplacement de la télécabine des Airelles en site classé de l'Ermitage et du Calvaire sur le territoire de Font-Romeu

Demandeur : Société Altiservice représentée par M. ALVAREZ

Rapporteur : Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer

Résultat du vote : avis favorable à l'unanimité sous réserves :

- les travaux seront organisés de manière à prendre en compte le non dérangement de la faune aviaire potentiellement présente sur le chantier. L'appui d'un écologue sera nécessaire afin de s'assurer des mesures de réduction, d'évitement de dérangement d'espèces en période de nidification, ce durant toute la durée du chantier ;
- une cartographie précise de l'emplacement des futurs pylônes sera fournie à la DDTM/Nature vis-à-vis des habitats d'intérêt communautaire ;
- les rapports réguliers de l'écologue en charge du suivi de chantier devront être transmis à la DDTM/Nature ;
- enfin, l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement prévues dans le dossier seront respectées.

Prescriptions au titre du site classé :

La DREAL/Sites et Paysages sera associée à la mise au point définitive :

- de l'implantation précise des pylônes situés en site classé ;
- du re-profilage du terrain naturel après implantation des nouveaux pylônes, et après enfouissement des anciens massifs d'ancrage.

Les parties naturelles et boisées du site classé seront évitées pour la mise en place d'installations de chantier.

Le porteur de projet veillera à assurer la cohérence du présent projet avec l'étude de programmation cœur de Ville menée par la commune, et à ne pas figer les orientations possibles de celle-ci.

Un comité de suivi du chantier associant la DREAL/Sites et Paysages, l'UDAP, et la DDTM/Unité Nature sera mis en place. Il se réunira avant le démarrage des travaux, autant que nécessaire durant leur exécution, puis juste avant leur réception par le maître d'ouvrage. Le comité de suivi sera également destinataire de comptes-rendus photos réguliers du chantier. Il validera notamment les détails et rendus finis de tous les aménagements et désaménagements en site classé, ainsi que les accès chantier aux pylônes. .

Le comité de suivi sera associé, après dépôt par le porteur de projet de la demande d'autorisation de mise en exploitation de la télécabine (DAME), à la visite de récolement telle que prévue à l'article R.472-18 du code de l'urbanisme.

Recommandations hors site classé

Il est recommandé d'étudier toute alternative envisageable aux enrochements (talus enherbés, autres ouvrages éventuellement moins impactants...). L'impact des solutions retenues sera limité.

En cas de choix définitif de dispositifs d'enrochements, ceux-ci tendront vers un « ensemble

appareillé » de blocs rocheux emboîtés, choisis pour leur taille homogène et leur complémentarité, limitant ainsi les « vides » de béton ; la taille des blocs sera réduite autant que possible techniquement ; les accroches entre l'appareillage des enrochements et le terrain fini seront exécutées avec soin ; la planéité de la surface créée par l'ensemble de blocs constituant chaque enrochement sera recherchée ; les joints des enrochements seront creux afin de limiter la quantité de béton ; les barbacanes éventuelles seront les plus discrètes et qualitatives possible.

Un soin particulier sera apporté au remodelage et à la renaturation du terrain d'implantation de l'ancienne gare amont.

3 – Demande d'autorisation spéciale de travaux en site classé (AST) pour l'abattage d'arbres dans le site classé du Parc de Palauda sur le territoire de la commune de Thuir

Demandeur : Commune de Thuir représentée par M. René OLIVE

Rapporteur : M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Résultat du vote : avis favorable à la majorité (1 avis défavorable/10 avis favorables)

Prescriptions :

Toutes les précautions seront prises, lors des opérations de taille (douce) et de « démontage » des arbres, pour ne pas fragiliser les arbres voisins, la végétation ou les éventuels bâtiments contigus.

Un suivi photographique (avant/après) de l'ensemble des opérations prévues (abattages, tailles, etc.) sera réalisé à partir de quelques points de vue judicieusement choisis permettant d'embrasser le Parc par ensembles cohérents.

Recommandations :

Il est recommandé :

- de poursuivre dans le temps le suivi photographique évoqué en prescription ;
- de faire évoluer, suite aux opérations d'abattage et de gestion qui seront réalisées, les plans et fiches produits dans le cadre de la présente expertise arboricole ;
- de constituer, avec l'ensemble de ces éléments, un outil de suivi pérenne de l'évolution du patrimoine arboricole du site.

Il est également recommandé de procéder à un rognage de souches de 20 à 30 cm, après abattages.

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Yohann MARCON



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service nature agriculture forêt
Unité nature

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES (CDNPS)

Perpignan, le **20 AVR. 2023**

Annexe 1 au compte rendu de la réunion du 30 mars

1 – Projet arrêté de Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune d'Argelès-sur-Mer

Demandeur : Commune d'Argelès-sur-Mer représentée par M. Laurent FABRE pour M. Antoine PARRA

Rapporteur : Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer

M. ORTIZ propose de laisser la parole à l'adjoint au maire d'Argelès-sur-Mer afin de présenter le projet arrêté de règlement local de publicité (RLP) de la commune.

M. FABRE indique que la commune a souhaité travailler sur un RLP plus restrictif que le règlement de publicité national (RPN) ce, afin de mieux maîtriser la pollution visuelle et de relancer le marché publicitaire. Un bureau d'étude a été engagé afin de mener une réflexion sur le chantier et de proposer une signalétique adaptée.

Après une présentation générale des grands objectifs d'un règlement local de publicité par M. ORTIZ, M. TORREILLES présente sur la base d'un support de présentation le processus d'élaboration du projet à travers la réflexion menée sur les trois secteurs du zonage proposé dans le règlement du projet de RLP en fonction du contexte et des enjeux environnementaux. Il rappelle la forte volonté municipale de réduire la pollution visuelle.

M. ORTIZ présente sur la base d'un rapport élaboré par son service, le cadre réglementaire du RLP, l'analyse du projet sur le fond et sur la forme.

Il énonce ensuite les avis des services.

Il précise que la DREAL a émis un avis favorable sous réserve de bien faire apparaître les sites inscrits et classés des rochers du Racou et d'exclure le site classé de la zone agglomérée pour éviter toute ambiguïté.

Il ajoute que l'architecte des bâtiments de France a insisté dans son avis favorable, sur la nécessité d'exercer une police de publicité efficace afin de faire respecter le règlement.

Compte tenu des avis des services et au regard de la nature du document étudié, le rapporteur propose de retenir un avis favorable au projet de RLP sous réserves que soient apportés :

- des compléments sur le règlement par des cartographies relatives à la zone agglomérée concernée par les secteurs relevant des articles L. 581-4 et L.581-8 du code de l'environnement et d'examiner la faisabilité de l'exclusion du site du Racou de la zone agglomérée ;
- un complément au tableau récapitulatif en fin de règlement par l'adjonction d'un comparatif des dispositions similaires relevant du RLP de 2009 et du RNP pour identifier les points sur lesquels le règlement du présent projet de RLP est plus restrictif.

Aux remarques de M. ORTIZ sur le contenu de la rédaction du règlement, M. TORREILLES apporte plusieurs précisions notamment :

- article 1-5 : cet article ne concerne que les chevalets en zone 1,
- en zone 2 : la publicité numérique sera refusée dès lors qu'elle présentera un risque pour la sécurité routière.

M. MARCON remercie le rapporteur pour sa présentation et les précisions apportées et demande aux membres leurs observations.

Aux interrogations de Mme FABRE sur les dispositifs numériques, M. FABRE indique que seuls les abris bus seront susceptibles de recevoir de la publicité numérique. Il en existe 14 actuellement sur la commune.

M. TREGOU estime dommageable de se priver des opportunités et de mettre un frein à la publicité numérique. Le règlement local de publicité est un choix communal.

Il recommande à la commune de mentionner l'article R.581-42 à 47 du code de l'environnement relatif au mobilier urbain et aux conditions d'usage dans son règlement.

M. FABRE souhaite indiquer que la commune a pris le parti de ne pas dénaturer le cheminement de la promenade du littoral et souhaite conduire une stratégie publicitaire adaptée.

Mme PERRENOT souhaite exprimer ses regrets au nom de Paysages de France. Elle fait remarquer que la commune a fait le choix de réglementer sa publicité sur les seuils maximums autorisés par le règlement national de publicité (12 m²), sur la base d'une agglomération de plus de 10 000 habitants et que rien n'impose à la commune de s'inspirer des seuils maximums pour définir son règlement local.

Elle ajoute que le zonage ne semble pas prendre en compte la réalité physique des limites d'agglomération et que sur la base de plusieurs agglomérations de moins de 10 000 habitants, le 4 m² serait le maximum autorisé en mural uniquement, et où la publicité sur bâche comme celle scellée au sol serait interdite.

Elle tient à sensibiliser les membres sur l'impact négatif de la publicité dans le paysage ainsi que sur les nuisances de la publicité lumineuse.

M. FABRE fait remarquer que le seuil des 12 m² n'a été retenu que sur la zone d'activité.

M. HUERTAS tient à exprimer son point de vue. Le mobilier urbain fait partie d'un tout dans l'environnement urbain débridé qui est « la ville ». Le plus important est d'appliquer le pouvoir de police et d'assainir la situation quand cela est nécessaire.

De nombreux panneaux numériques sont installés sans autorisation, il appartient au maire de jouer son rôle de police.

Sur la base d'un document de présentation, Mme PERRENOT sensibilise les membres sur des modèles de publicités de propagandes (alimentation/alcool) utilisés par le biais du mobilier urbain sur une autre commune du département afin de démontrer les dérives de tels dispositifs.

M. TREGOU fait remarquer que l'objet du RLP est de réglementer les dispositifs de publicité et non le contenu de la publicité affichée.

Mme PERRENOT souhaite démontrer que le contenu du message à diffuser est lié au choix du support et qu'il convient d'être modéré.

Les horaires d'éclairage publicitaire sont discutés en séance. Il est rappelé que la réglementation nationale impose a minima l'extinction des publicités lumineuses ou numériques entre 1h00 et 06h00 du matin.

M. MARCON demande à M. ORTIZ de rappeler les préconisations et de passer à la délibération.

Résultat du vote : avis favorable à la majorité (1 avis défavorable/ 1 abstention/9 avis favorables) sous réserves des modifications suivantes :

- le règlement sera complété par des cartographies relatives à la zone agglomérée concernée par les secteurs relevant des articles L. 581-4 et L.581-8 du code de l'environnement et d'examiner la faisabilité de l'exclusion du site classé du Racou de la zone agglomérée ;
- le tableau récapitulatif en fin de règlement sera complété par un comparatif des dispositions similaires relevant du RLP de 2009 et du RNP pour identifier les points sur lesquels le règlement du présent projet de RLP est plus restrictif.

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Yohann MARCON

